

Comment réussir la relocalisation ?



Article rédigé par *Contrepoints*, le 24 juin 2020

Source [Contrepoints] Tout le monde parle de relocalisation et c'est très bien. Est-ce qu'il y a effectivement l'opportunité de le faire aujourd'hui ?

Tout le monde parle de [relocalisation](#) et c'est très bien. Est-ce qu'il y a effectivement l'opportunité de le faire aujourd'hui ? Probablement. Ceci dit ça ne se fera pas par un simple claquement de doigts.

D'abord, on ne peut pas qualifier la délocalisation d'erreur ou alors cela signifie qu'on n'a rien compris à ce qui s'est passé. Pour prendre les bonnes décisions il faut commencer par [analyser les raisons](#) pour lesquelles notre industrie l'a fait.

La première idée simple à faire passer c'est que la délocalisation s'est faite à la demande... des clients. Si les productions sont parties en Asie c'est parce qu'ils l'ont demandé ; ce n'est pas le PDG qui a délocalisé par avidité, c'est le client qui les a imposées ; si les entreprises n'avaient pas fait ce mouvement elles auraient disparu ; tant que cette réalité ne sera pas acceptée, les choses n'avanceront pas.

Le moteur du déplacement des usines c'est les coûts de facteurs. Il faut savoir que lorsque la technologie est banalisée, un petit concurrent bien situé est nettement moins cher qu'un concurrent disposant d'une énorme expérience mais localisé dans un pays où [la main-d'œuvre est chère](#) et les impôts sont élevés.

D'abord, la première tendance vers la personnalisation, la recherche de produits qui durent, donc un retour en vogue de la qualité et la sensibilité à l'empreinte carbone qui exige de [réduire les transports](#) indissociables de toute production lointaine. En localisant les usines beaucoup plus près des clients, la personnalisation permet d'éviter une chaîne logistique coûteuse si les clients sont prêts à payer plus cher les produits réalisés localement.

D'autres facteurs favorables sont la robotisation et de nouveaux procédés de production comme les imprimantes 3D qui mettent à la disposition de l'ingénierie des outils plus puissants et plus précis que ceux dont elle disposait quand les usines délocalisées se sont montées.

La combinaison de ces facteurs permet d'amorcer la pompe. Mais la question qui se pose est alors de savoir si il convient de le faire au niveau du pays, de la région, de la ville ? Il faut un minimum d'échelle et donc un champ géographique assez large. La bonne vision est évidemment l'Europe ; mais se pose alors le lancinant problème du coût du facteur français trop élevé par rapport à celui de [nos collègues européens](#). On n'expliquera jamais assez que la clé dans cette affaire est davantage de rendre le terreau français favorable aux entreprises plutôt que d'inventer des « politiques industrielles ». Le travail de fond est la chasse aux handicaps bien connus : l'excroissance de notre sphère publique, l'empilement des réglementations, le principe de précaution et les taxes sur la production et le capital. Tout cela est dit et redit. C'est du bon sens, ce n'est pas la peine d'en rajouter.

Mais ce n'est pas suffisant. Pour rendre l'environnement français compétitif le point crucial est de revenir sur les deux décisions les plus catastrophiques des 40 dernières années : [les 35 heures](#) et [la retraite à 60 ans](#) dont les dégâts cumulés se mesurent en milliers de milliards d'euros intégrés dans la dette de l'État.

Pour remonter la pente il faut évidemment travailler plus, c'est-à-dire à la fois plus longtemps dans sa vie et plus longtemps chaque année. Il faut faire évoluer les contrats de travail.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)